

La Révolution des œillets ou le rêve arrêté

João Domingues*

Centre de Littérature portugaise (CLP)

Faculté des Lettres - Université de Coimbra

Résumé: « La Révolution des œillets ou le rêve arrêté ». Juste après les événements du 25 avril 1974, Lisbonne devient presque un lieu de pèlerinage pour les militants de la gauche française et européenne, pour voir de leurs yeux le phénomène portugais, dans l'espoir d'assister à une vraie révolution ; c'est le cas avoué du journaliste français J. Fromentier (1976). Dans la presse française, dont témoignent tout d'abord les dépêches AFP (conservées aux archives du « Centre d'Études 25 avril » à Coimbra), puis la Une des journaux français et maints articles publiés, l'impact des événements fut plus que notoire. Mais le résultat du 'putsch' portugais ne fut, pour la gauche, qu'un rêve d'un anti-putsch chilien' aux allures uniques et aux résultats mitigés, n'étant pas à la hauteur de ce dont on avait rêvé. Certains revoient plus tard cet espoir, déjà mort et enterré, dans une Lisbonne où il ne subsiste que des 'gibets' (A. Volodine 1990), au lieu d'un peuple fier aux idéaux forts, dont on avait rêvé et auxquels on avait cru, ne fût-ce que pour un moment. On se propose ici d'analyser ce qui a pu alimenter ce rêve de la gauche concernant cet « œillet rouge qui fleurit au Portugal » (G. Moustaki 1974), puis son 'arrêt' et la déception face aux résultats si minces et au caractère si unique de la Révolution des œillets au Portugal.

Mots-clés: Le 25 avril, révolution, gauche, démocratie, politique

Abstract: "The Carnation Revolution or the interrupted dream". Immediately after the events of the 25th April 1974, Lisbon nearly became a pilgrimage destination. The French journalist J. Fromentier (1976) believes the French and European left wing roamed to Lisbon hoping to see the "Portuguese phenomenon" with their own eyes and to witness a true revolution. The French press is a testament to the remarkable impact these events had, as can be seen in the AFP press releases (kept in the archives of the "Centro de Estudos 25 de Abril" in Coimbra) as well as the headlines which filled the many pages of French newspapers and diverse articles

published. But the result of the Portuguese ‘putsch’ was, for the left wing, only a Chilean anti-putsch dream, in its own uniqueness and mixed outcomes, not a match to what had been envisioned. Later on, some would come to see hope truly dead and buried, in a Lisbon where “the gallows” are the last thing standing (A. Volodine, 1990), instead of a glorious and strongly idealistic people, whom we believed to be and dreamt of, even if only for a brief period. Our aim is to analyse what nourished this leftist dream of the “red carnation blossoming in Portugal” (G. Moustaki, 1974), after that blossoming came to an end, the disillusionment with the pale outcomes and the unique character of the Carnation Revolution in Portugal.

Keywords: 25th April, revolution, left wing, democracy, politics.

Keywords: 25 April, revolution, the left, democracy, politics.



Les capitaines d'avril (MFA) conduisant le peuple.

Mort à la police politique PIDE.

Alvaro Cunhal et Mário Soares, le socle du salut du peuple.²

I. Introduction

Entre les printemps 1974 et 1976, le Portugal a vécu au rythme de la révolution, couleur rouge œillet. Les observateurs étrangers se sont alors pressés à Lisbonne pour tenter de trouver dans ce « Cuba en Europe du Sud » des réponses aux convulsions politiques de l'époque. (Léonard, Y. 2023 : 99)

Sur le 'rêve arrêté' du 25 avril, dire d'abord quel était ce rêve, d'après ses propres acteurs :

Mon 25 avril a commencé bien avant le 25 avril lui-même. Tout a commencé lorsque des 'jeunes soldats' comme mon mari rêvaient d'un pays libre et démocratique, sans prisons pour des raisons idéologiques, dirigé par des hommes politiques intègres et éthiques, où les gens n'auraient pas faim, avec des écoles où chacun pourrait apprendre à participer, femmes et hommes, sans crainte de parler, avec une justice non manipulée par les dirigeants du régime, où les citoyens seraient prêts à lutter pour une patrie idéale, où la liberté, la justice et la paix seraient vécues par tous, sans peurs. La lutte pour ces idéaux a été discutée dans la clandestinité, dans un lieu préalablement convenu. Sans crainte. Avec l'idéalisme propre à ces jeunes qui savent que les utopies sont ce qui n'a pas encore été réalisé [...].³

Un rêve, donc. Mais les portugais ne sont pas les seuls que la 'révolution des œillets' a fait rêver. Juste après les événements du 25 avril 1974, Lisbonne devient un lieu de pèlerinage pour la gauche européenne (pas seulement française), qui vient assister au phénomène portugais dans l'espoir d'être témoin d'une vraie révolution. C'est sûrement de cette gauche venue à Lisbonne pour sentir les airs de la révolution que Volodine se souvient en 1990, dans *Lisbonne. Dernière marge*, quand il observe que beaucoup d'étrangers ont « grouillé ici pendant les mois chauds de 75 » (Volodine 1990 : 12). C'est aussi le cas du journaliste français Jacques Frémontier qui en parle abondamment dans son ouvrage *Les points sur les i*. Publié à Paris en 1976, ce texte a été traduit et publié à Lisbonne, la même année en portugais, par José Saramago, qui n'était pas encore l'écrivain Saramago, mais déjà un militant reconnu de la gauche prolétaire.

Cependant, de l'autre côté de l'océan, deux jours à peine après les faits, dans le quotidien québécois *La Presse*⁴ journal qui traite spécialement de l'actualité internationale, le journaliste Guy Cormier voyait l'évolution des événements au Portugal avec beaucoup d'appréhension, saisissant déjà toute l'ambiguïté de ce qui vient de se passer au Portugal :

Le déplacement d'autorité en l'occurrence intéresse deux théâtres différents : la métropole et les colonies. Et il est patent que l'enthousiasme de Lisbonne devant l'effondrement du régime n'est pas partagé par les porte-parole du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola, colonie portugaise. Le fait que le général de Spínola, conspirateur du coup d'État, ait dénoncé la guerre coloniale, dans un livre qui a connu un certain retentissement, n'a pas désarmé les mouvements de libération de l'Angola, qui voient toujours en lui l'un des plus violents criminels des généraux portugais. La rigueur de ce jugement, si justifiée qu'on puisse la supposer, n'interdit pas de penser que les plus conscients des dirigeants portugais aient pu avoir la révélation soudaine que la victoire militaire était devenue impossible contre les insurgés. Ce ne serait pas la première fois que les stratégies classiques ont dû renoncer à mater la guérilla. (Cormier 1974 : s/p)⁵

Cet enthousiasme lisboète des tout premiers jours de la Révolution n'était donc pas partagé. Les dirigeants des mouvements de libération ne comprenaient pas comment un « dur » de la répression coloniale si récente pouvait être considéré comme un libérateur de la métropole dictatoriale. Cas singulier que celui du positionnement du Général Spínola. Quoi qu'il en soit, les colonies portugaises doivent la fin de la guerre et leur indépendance au mouvement démocratique et anticolonialiste du 25 avril, sans doute deux grands résultats parmi les plus marquants de cette révolution, en plus de l'avènement de la démocratie au Portugal.

À Paris, c'est dans *L'Express* que, juste une semaine après le 25 avril, André Pautard⁶ nous donne sa version dans un article qu'il intitule « l'explosion portugaise ». Dans ses observations, l'incertitude et l'hésitation sur l'orientation des événements sont aussi plus qu'évidentes :

L'Armée observe. En moins d'une semaine, elle vient de faire l'apprentissage de la réalité du pouvoir. Le général Spínola confère avec les banquiers et les industriels - qui ne sortent pas mécontents de l'entrevue. Des officiers s'installent dans les fauteuils ministériels pour diriger l'Administration. On renouvelle les gouverneurs des provinces. Tout se passe comme si le général Spínola était résolu à prendre le poste de chef de l'État. Et pas seulement à titre provisoire. Enfin, lorsqu'on l'interroge sur les critères qui permettront la formation de nouvelles associations politiques, la junte répond : « Ce sera celui de la vraie représentativité. C'est-à-dire l'appui des masses ». L'appui des masses, aujourd'hui, c'est l'Armée qui le recueille le plus largement. Et l'encens de ces acclamations pourrait peut-être lui monter à la tête. On cherche des exemples, bons ou mauvais, de la situation actuelle du Portugal : la France du Front populaire ou du Programme commun, le Chili de Salvador Allende. Personne n'ose encore parler du Pérou des capitaines [...]. (Pautard 1974)⁷

Que la situation ne fût pas claire, c'est le moins qu'on puisse dire. « L'appui des masses » va à l'Armée ; mais « l'Armée observe » et elle voit Spínola, le chef de la Junte⁸ s'entretenir avec des banquiers et des industriels qui ne sortent pas mécontents du rendez-vous. Que prépare-t-on alors ? Une vraie révolution ou un simple changement de mains du pouvoir ? Et en septembre de la même année, toujours à Paris, Alfredo Margarido, qui y vivait réfugié depuis 1964, s'exprimait déjà, dans la revue *Esprit*, avec plus de clarté, mais aussi peu d'illusions :

Si la population est dans son ensemble joyeuse, si les manifestations du 1er mai ont marqué dans la fête l'écroulement du régime, il faut dire que le changement politique n'est pas allé très loin. En réalité, le pouvoir a changé de mains, mais il ne semble pas avoir beaucoup changé de nature. Les mesures prises sont importantes, mais sont loin d'être suffisantes [...]. Le Portugal est donc engagé sur plusieurs voies : la conservation des 'acquis', qui semble satisfaire une partie considérable du nouveau personnel politique; la liquidation de la guerre coloniale, à laquelle tient avant tout le Parti socialiste, qui y a délégué un de ses dirigeants les plus prestigieux ; la transformation de l'appareil économique, amenant le Portugal à renforcer ses liens avec l'Europe, surtout le Marché commun; enfin, la préparation des élections, qui donneront aux partis la possibilité de se substituer aux militaires sans trop de secousses. (Margarido 1974)⁹

Pour Margarido, ces cinq mois de révolution sont faciles à résumer : effondrement de la dictature ; changement de mains du pouvoir, mais pas vraiment de nature ; liquidation de la guerre coloniale ; envie de modernisation de l'appareil économique pour rapprocher le Portugal de l'Europe ; organisation des partis, préparation d'élections libres. Le tout sans guerre civile, ni grands bouleversements sociaux. En somme, la mise en œuvre du programme des militaires progressistes du MFA, à savoir « démocratiser, décoloniser, développer ».

La presse française, dont témoignent les dépêches AFP conservées aux archives de du « Centre 25 avril » à Coimbra, et puis les Unes des journaux français ainsi que maints articles publiés, nous montrent qu'il est évident que l'événement portugais est connu à l'étranger. Pour ce qui est de l'impact des événements, Gilles Rodrigues nous présente, dans un article paru en 2007 dans la *Revue de la Bibliothèque nationale de France*, et dont nous avons trouvé aux archives du Centre d'Études 25 avril de Coimbra, quelques exemples notoires.

Le 15 août 1975, nous dit Rodrigues, on écrivait dans *Le Monde* :

L'intérêt suscité à l'étranger par les événements du Portugal n'a guère de précédent dans l'histoire récente : il faut remonter à la chute du régime d'Allende, sinon à l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, pour retrouver un tel flot de commentaire et de prises de position. Il est vrai que cet intérêt est inégal : très vif en France, où les partis de gauche,

comme leurs adversaires, puisent dans la situation à Lisbonne des arguments plus ou moins intéressés à l'appui de leur propre cause [...]. (Rodrigues, in *RBNF*, 2007 : 45)

Mais, dès le lendemain même du coup d'état portugais, l'heure n'avait pas été aux grandes célébrations festives, ni de droite ni de gauche, et les hésitations avaient été grandes. À Paris, savait-on vraiment ce qui se passait au Portugal ? Le 26 avril, la Une du *Figaro* annonçait simplement « Coup d'État militaire au Portugal » (*L. F.*, 26-04-1974 : 1), de même que celle du *Monde*, dans laquelle le contenu était aussi purement informatif : « Une junte militaire s'empare du pouvoir » (*L. M.*, 26-04-1974 : 1). Dans *L'Humanité*, organe officiel du Parti Communiste français depuis 1920,¹⁰ on était encore plus hésitant ; on y parlait de « Soulèvement militaire au Portugal » (*L'H.*, 26-04-1974 : 1). L'adhésion, presque totale et quasi immédiate, de la population au mouvement militaire n'était donc ni prévue ni immédiatement reconnue, de même que, par la suite, le caractère modéré de l'action des militaires notamment quant à la prise du pouvoir.

En fait, l'incompréhension était presque totale, et les erreurs d'interprétation multiples.¹¹ Et ce n'est que lorsque le mouvement s'oriente vers l'installation d'une démocratie, que la France et l'Europe saisissent la dimension réelle, le profil et la portée de cette révolution qui élimine une dictature par un coup militaire et arrête la guerre coloniale, sans pour autant laisser longtemps le pouvoir aux mains d'une junte militaire, ni tomber aux mains d'une gauche extrême, même si elle vire clairement à gauche.

Ce sont plutôt les grandes divergences entre socialistes et communistes portugais qui font l'objet de débat en France. En effet, si cette alliance du peuple avec les militaires convient parfaitement au PC français - ce dont le journal *L'Humanité* ne cesse de parler -, leurs désaccords sont profonds et leur manifestation ne se fait pas attendre, aussi dans la presse française. De fait, le 31 mai 1975, dans *Le Monde*, le journaliste Thierry Pfister écrivait :

L'analyse de la situation portugaise devient du même coup un sujet grave entre les deux partis de gauche, puisqu'elle révèle qu'au-delà des accords, des chartes et des déclarations, communistes et socialistes ne conçoivent pas de la même façon, sur le terrain, le respect des libertés et des procédures démocratiques.¹²

Liberté était, en fait, une question majeure. La liberté d'expression et, par conséquent, la liberté de la presse. Mais les débats qui hantent la presse française ont finalement très peu de rapport avec la vraie situation au Portugal. Cas exceptionnel, le débat autour de la tentative du PC portugais de fermer un journal qui était la voix du parti socialiste. Cette tentative est vivement condamnée par Raymond Aron dans *Le Figaro*, où il affirme que « justifier, fût-ce par réserve, la fermeture au Portugal

d'un organe de presse lié à un parti auquel 38% de l'électorat on fait confiance, c'est pousser le mensonge, par insinuation ou par omission, au-delà des limites tolérables [...] ».¹³

Quand, peu après l'arrivée de Costa Gomes (président), de Vasco Gonçalves (premier ministre) et du général Otelo au pouvoir¹⁴ - soutenus par les communistes, mais dont le PS se méfiait déjà -, et qu'une très forte réaction anti-communiste s'installe violemment dans le nord du pays, les différents partis de la gauche française hésitent à déclarer leur soutien au PC portugais.¹⁵ Bien au contraire, F. Mitterrand va même jusqu'à déclarer à la presse que « [le PS français] estime que les erreurs de jugement de la direction du parti communiste portugais ont largement contribué à imprimer aux événements le cours que nous déplorons »,¹⁶ et invite le PC français à reconnaître les erreurs du PC portugais.

Sur ce sujet, la réaction peut-être la plus forte et la plus négative est celle du *Nouvel Observateur* dans lequel le journaliste Jean Daniel accable le PC portugais en disant : « Si le parti communiste [portugais] persévère diaboliquement dans une logique bolchevique impliquant l'élimination des autres partis ouvriers, y a-t-il autre chose à faire que de la combattre en devenant l'allié 'objectif' des réactionnaires, des cléricaux et des fascistes qui régnaient hier encore au Portugal ? »¹⁷

À la suite de ces affirmations, il sera accusé de brandir 'l'épouvantail' du communisme au Portugal, mais, que le coupable soit le PC portugais ou un autre - et notamment la diabolisation du communisme promue et prêchée par l'Église portugaise -, il était très proche de ce que croyait, ou de ce qu'on a fait croire alors à un grand nombre de portugais.

Lorsque, après la tentative de renversement politique survenue le 25 novembre, plusieurs militaires proches de l'extrême-gauche et certains militants du PC sont arrêtés, le Portugal fait à nouveau, bien que brièvement, la Une en France. Dans *Le Figaro*, on parle de « l'échec d'un putsch gauchiste » et Mário Soares, s'exprimant dans ce même journal, accuse directement le PC d'avoir tenté « d'imposer une dictature communiste »¹⁸ au Portugal. Enfin, tout laissait croire que la page politique était tournée et que le Portugal avait fait sa révolution, pas comme les autres.¹⁹

Mais l'intérêt de la gauche française pour la révolution au Portugal ne s'épuise pas ici. En effet, des personnalités de premier rang de la gauche française, comme Jean-Paul Sartre, se sont intéressées au phénomène portugais. Le philosophe français qui avait subi la prison sous l'occupation allemande, puis avait été résistant et figure de proue de mai 68 à Paris, ayant pris connaissance des événements portugais de 74 et 75, voulait savoir comment on a fait une révolution au Portugal. Après les révolutions chinoise et cubaine, le penseur, plutôt que de rêver d'une autre révolution, cherche à vivre ce moment de libération par excellence. On sait, en effet, que les tentatives révolutionnaires l'ont toujours séduit comme une espèce d'exaltation utopique, suivie bien souvent d'une désillusion. Il semblerait que ce soit

également le cas. En effet, si l'on tient compte du résultat de ce 'putsch' portugais, il ne fut, pour la gauche, qu'un rêve d'un anti-putsch ressemblant, sur bien des points, à celui qui s'était passé au Chili l'année précédente, en 1973.²⁰ Sous des allures uniques et aux résultats mitigés, il n'est pas, tout compte fait, vraiment à la hauteur de ce dont la gauche avait rêvé. Et si certains ont, malgré tout, gardé un certain espoir, d'autres le revisitent plus tard, mort et enterré, dans une Lisbonne où il ne subsiste que des « gibets » (cf. Volodine 1990), au lieu des peuples fiers aux idéaux forts dont on avait rêvé et auxquels on avait cru, ne serait-ce que pour un moment.

Mais qu'est-ce qui a alimenté le rêve de la gauche concernant cet « œillet rouge qui fleurit au Portugal » comme le chantait Moustaki ?²¹ Quel était ce rêve ? Et de quoi rêvait la gauche, notamment la gauche française, le PCF mais tant d'autres aussi, quand ils entendaient parler du putsch au Portugal ? Et comment le Portugal a-t-il donné un coup d'arrêt à ce rêve révolutionnaire ? Pourquoi cette déception si flagrante, enfin, face aux résultats mitigés et au caractère si unique de la Révolution au Portugal ?

Pour Serge July, cofondateur du journal *Libération*, et son directeur entre 1973 et 2006, et l'auteur des commentaires du générique Viva Portugal,²² la révolution portugaise signifie d'abord la mort de la dictature de Salazar et l'éradication de la police politique au service de l'État. Et, dans leur sillage, le retour des libertés pour tout un peuple qui peut enfin relever la tête, sans crainte de parler. Il a vu la gauche et le peuple dans la rue, dans les usines, dans les villages. Mais il a vu aussi que le Portugal de Fátima n'avait pas disparu, ni ses refus, ni ses peurs. Il a vu la longue crise de cet 'été chaud' aux images si contrastées, avec le retournement du nord du pays très attaché à ses valeurs, à ses croyances, à ses « maîtres », à ses coutumes.

Quelles conquêtes alors, quels résultats le 25 avril a-t-il apportés au Portugal et aux portugais ?

II. Quelques conquêtes et beaucoup d'espoir.

Pour Jacques Frémontier, comme d'ailleurs pour le sociologue portugais Boaventura de Sousa Santos, la Révolution au Portugal est le fruit des « forces populaires ». Pour eux, ce ne sont « ni le programme du Mouvement des Forces Armées, le MFA », ni les premiers gouvernements provisoires qui ont prévu et permis la construction du socialisme au Portugal. « Ce sont les luttes des travailleurs, c'est la classe ouvrière qui s'est battue (cf. Frémontier 1976 : 175).

En effet, pendant le printemps et l'été 1975, la bourgeoisie a beaucoup perdu. Quelques grands instruments économiques subissent des nationalisations - les banques, les assurances, l'électricité - pendant que des ouvriers occupent de nombreuses entreprises dont les patrons s'enfuient, alors que dans le sud les ouvriers agricoles s'emparent de quelques grands domaines agricoles et créent des coopératives et des unités collectives de production pour les exploiter (*ibidem* : 174).

Quel rêve ces forces populaires n'étaient-elles pas en train de construire ! Toutefois, dès le 25 novembre 1975, le pouvoir bascule à nouveau, et « les conquêtes du printemps et de l'été sont remises en question » (*ibidem* : 175).

a) La lutte sur le terrain et ses instruments

Cette révolution de la classe ouvrière avait ses instruments : les syndicats, qui existaient depuis les années trente, et la création d'une intersyndicale qui en 1970 regroupait déjà 22 syndicats, avec, depuis 1974, les différents partis, et les comités des travailleurs, et enfin les grèves : en exagérant peut-être un peu, Frémontier parle de plus d'un million de travailleurs qui ont répondu à l'appel de l'Intersyndicale et manifestent à Lisbonne le premier mai 1974 (*ibidem* : 176). Or, le 25 novembre de l'année suivante, la même intersyndicale échoue dans sa tentative de mobiliser les travailleurs (cf. *idem* : 179).

Les travailleurs ont tout de même réussi à améliorer leurs conditions : augmentation des salaires, notamment du salaire minimum, réduction des horaires de travail (44 heures au lieu de 48) et allongement des congés payés. Grâce aux célèbres « épurations »,²³ les Commissions des travailleurs ont pu expulser certains de leurs chefs, les plus autoritaires, mais cela s'était avéré très difficile car ces cadres - techniciens, contremaîtres ou administrateurs d'entreprise -, étaient souvent compétents, ou en tout cas les plus compétents dans leur domaine. Leur fuite vers l'étranger, notamment vers le Brésil, n'a pas, en définitive, favorisé la révolution au Portugal. On connaît les coûts de la nationalisation de certaines entreprises dont l'administration nommée n'a pas été à la hauteur du défi. Et les quelques expériences d'autogestion de petites entreprises ont échoué parce qu'elles manquaient cruellement de personnel bien préparé, possédant un minimum de formation administrative de *management*, et finissent par ressembler plutôt à de « l'autoexploitation », tant la faible rentabilité exigeait des efforts jamais compensés par les salaires (cf. *ibidem* : 191-193).

b) La lutte pour le contrôle des moyens de production

Cette lutte exigeait, évidemment, la maîtrise des moyens de production, et au premier chef la terre : c'est la « réforme agraire » (cf. *ibidem* : 205-235). En vérité, la première législation concernant les changements dans la propriété et l'utilisation des terres date du 2 novembre 1974, avec une loi qui instituait la location obligatoire des terres sous-utilisées et définissait les conditions dans lesquelles l'Institut de réforme agraire (IRA) pouvait agir.

Quant au remembrement rural,²⁴ décrété par la révolution surtout pour le nord du pays, il visait à transformer et à rentabiliser l'agriculture de subsistance très fragile et peu rentable des petites exploitations, en améliorant les conditions techniques et économiques du développement des activités agricoles, ou forestières, grâce

à la concentration et à la correction de la configuration des terres, en optimisant l'utilisation des ressources naturelles.

Enfin, des coopératives devraient être créées. À l'intérieur de ces organisations démocratiques gérées par leurs adhérents, chaque membre serait appelé à participer activement à la formulation de leurs politiques et à la prise de décision. Dans ces organisations, les hommes et les femmes élus seraient responsables devant les membres qui les auraient élus.

Or, ces idées étaient au cœur de la lutte, et leur mise en œuvre tant convoitée faisait effectivement rêver la gauche. Mais elles venaient à peine d'éclorre que déjà les signes de leur caractère éphémère étaient évidents – faute de structures de soutien solides –, et annonçaient que tout, ou presque, n'était qu'un rêve et un mirage. De fait, la réforme agraire au sud et le remembrement²⁵ des terres au nord ne furent que deux rêves aussi éphémères dans leur création que volatiles dans leur disparition. Le Portugal rural n'en garde aujourd'hui qu'un très vague souvenir, et les quelques coopératives qui résistent ont été privatisées, pour la plupart, comme celle du Cachão, située à Trás-os-Montes.²⁶ Cette référence n'est pas innocente dans la mesure où, le 20 décembre 1974, ses travailleurs ont remis au Chef du Cabinet du Secrétaire de l'État du Travail, un don correspondant au salaire d'une journée de travail, pour démontrer tout leur soutien au programme du Mouvement des Forces Armées (MFA).

c) Quelques résultats encourageants, mais aussi fragiles qu'éphémères

Ce fut d'abord l'organisation des syndicats, la création d'une intersyndicale, la nationalisation des moyens de production, surtout, et ladite « réforme agraire » avec la nationalisation des latifundia sous le slogan « la terre à ceux qui la travaillent ». Puis, la création de coopératives agricoles dans le sud et le début, annoncé mais jamais concrétisé, du remembrement des petites parcelles agricoles et de la réunion de leurs propriétaires dans des coopératives ou autres associations, pour augmenter la production dans le nord du pays, leur rentabilité et la gestion de leurs produits jusqu'à la mise en vente sur le marché ; bref, pour contrôler toute la chaîne de production et de commercialisation.

Or, si les syndicats sont restés plus ou moins actifs, et si certains moyens de production sont encore aujourd'hui des organisations publiques, la plupart des moyens de production sont vite retournés à leurs anciens propriétaires, dans l'industrie comme dans l'agriculture. Par exemple, dans le nord du pays, la pratique d'une agriculture de subsistance dans le cadre de petites parcelles exploitées individuellement par chaque famille avec l'intervention de petits intermédiaires pour leur commercialisation, s'est pérennisée jusqu'à nos jours.

III. La déception de la gauche

Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Marguerite Yourcenar et d'autres intellectuels français écrivains, philosophes, politiques ou journalistes, plus ou moins connus, sont venus au Portugal pour voir la Révolution. Dans les années 1974-75, Porto et Lisbonne frémissent dans une explosion d'idées politiques et se multiplie les débats, tables rondes, émissions de radio et rencontres de toute sorte pour discuter de l'avenir politique, social et économique du pays. Beaucoup de ces penseurs étrangers y ont participé ; certains furent éblouis par ce qu'ils ont trouvé, d'autres sont repartis déçus. Sartre, déjà âgé, presque aveugle et, selon ses propres mots, mal informé sur les événements récents au Portugal, est venu, a-t-il dit, surtout pour écouter. Nous étions début avril 1975. Quelques jours auparavant, s'était déroulée la tentative de coup d'état du 11 mars. Le pays était en ébullition. Le Processus Révolutionnaire qui était en cours (PREC)²⁷ déclencha le mouvement de nationalisations dans plusieurs secteurs, provoqua l'expulsion d'innombrables patrons et chefs d'entreprise et incita à l'occupation des terres par les paysans. Tout cela intéressait sûrement Sartre qui voulait comprendre la révolution et saisir de nouvelles possibilités du progrès révolutionnaire. Mais il n'a presque rien entendu, surtout des étudiants universitaires venus le rencontrer à la Faculté des Lettres de Porto plutôt pour voir le grand philosophe français ou la vedette de mai 68, que pour discuter avec lui de l'avenir du Portugal. Sur le 25 avril, et selon ses affirmations reproduites dans le journal *O Comércio do Porto*, le 3 avril 1975, Sartre croyait que la possibilité d'une option socialiste au Portugal était réelle. Le lendemain, lors de sa visite guidée à une usine textile de Guimarães, une usine autogérée, il a perçu l'autogestion comme un modèle provisoire, un apport sans doute important du prolétariat portugais, mais juste un moyen de passage vers la révolution socialiste. (cf. *O Comércio do Porto*, le 5 avril 1975).

En effet, Sartre arrive au Portugal juste après le 11 mars 1975.²⁸ Il voulait vérifier par soi-même la 'révolution des œillets'. Et il a vu tout un mouvement lancer les fondements d'une révolution. Mais quand le Mouvement des Forces Armées (MFA) décide de dissoudre les partis d'extrême gauche, il considère qu'il s'agit d'une « grosse erreur » anti-démocratique dans la mesure où on fait taire une partie du peuple. Il y voyait le présage de l'installation d'une dictature militaire, aux allures d'une contre-révolution, et non la poursuite de la révolution qui voulait implanter au Portugal les valeurs démocratiques. Sartre, défenseur de la liberté individuelle, et certainement plus proche de l'anarchie que de la pensée maoïste, en ressort attristé et déçu. « La révolution n'a pas encore été faite », aurait-il laissé échapper aux micros de RTP, lors de son passage à Lisbonne.

Quant à l'écrivain Antoine Volodine (pseudonyme de Jean Desvignes, professeur de Russe en France), il n'a pas assisté à la révolution portugaise, mais quelques années après le 25 avril il a fait de longs séjours au Portugal. Dans ses romans, il

ne fait que penser, affabuler et écrire pour dire sa haine contre toutes les guerres « non rouges », contre toutes les révolutions ratées, contre toutes les chienneries des hommes. Et il parle de l'après révolution portugaise, notamment quand il raconte ses balades à Lisbonne où « le peuple fier a disparu », et il ne garde en mémoire, des rues de la capitale, que cette image prémonitoire des morues sèches, pendues aux portes des épiceries, comme autant de « gibets » aux corps desséchés, sans vie et sans idées, comme ce pays (cf. Volodine 1990 : 9). « Rue de l'Arsenal, à Lisbonne, les potences abondent » (*ibidem* : 7) ; ainsi débute son récit intitulé Lisbonne. Dernière Marge. Et la narratrice explique cette ouverture :

J'ai toujours voulu faire démarrer mon roman par une phrase qui les giflent.

- [...] Qui gifle qui ?

[...]. Qui les giflent eux, les esclaves gras de l'Europe, et les esclaves boudinés, et les cravatés, et les patrons militarisés par l'Amérique, et les serfs du patronat, et tous ces pauvres types asservis par tous, et les sociaux-traitres et leurs dogues [...] (Volodine 1994 : 7)

Dans cette Lisbonne au « cadavres crayeux » « pendus en grappes » (*ibidem* : 11), seuls les bureaucrates attirent son attention, arrivant, « avec une heure et demie de retard [...] tirés à quatre épingles, [qui] se hâtaient vers les ministères de la Place du Commerce » (*ibidem* : 12).

Puis, par un flash-back sur les années 1975 à Lisbonne, et avec un regard désabusé sur les étrangers venus sur place, il parle alors de toute une « racaille » qui « a grouillé ici pendant les mois chauds » (*ibidem* : 12), horde d'étrangers venus curieux, ou pour profiter du désordre, dans cette Lisbonne, peut-être « à cause de la lueur rouge qui s'y était allumée lors de ce fameux été, pour d'ailleurs presque immédiatement se ternir et agoniser » (*ibidem* : 13).

« La révolution était morte une fois de plus et même très morte », observe Volodine (1994 : 9) dans son autre roman, *Le nom des singes*, situant le récit à Puesto Libertad, capitale de la guérilla latino-américaine. Et toujours le même sentiment de désillusion, cette envie de souligner sa révolte contre toutes les dictatures, et ce désarroi face à l'échec du rêve révolutionnaire, où qu'il surgisse.

Le désenchantement était, peut-être, le seul sentiment amplement partagé par toute la gauche devant une volte-face inattendue de l'orientation politique au Portugal, et le désarroi s'imposait avec le retour, au pouvoir et à l'administration des moyens de production, notamment des terrains agricoles, de leurs anciens propriétaires et d'une bourgeoisie qui en avait hérité, parfois sans jamais avoir quitté la ville, et, qui plus est, sans y avoir travaillé.

IV. En conclusion

Au Portugal, « le mythe du ‘pouvoir populaire’ n’a guère résisté à l’épreuve des faits » ; « Le mythe de l’autogestion s’effrite » et « l’utopie de l’*usine aux ouvriers* s’effondre [...] » (Fromentier 1976 : 204-205). Loin, donc, d’une victoire éclatante des idées de la gauche au Portugal, la révolution des œillets a suscité beaucoup de réflexions et maintes questions que peuvent se poser tous les gens de gauche, peut-être les vraies questions qu’il aurait fallu formuler avant même d’entamer une révolution.

Pourquoi, se demande Fromentier dans *Les points sur les i*, le pays, et surtout le peuple, a-t-il plié avec le 25 novembre. Pour quelles raisons l’espoir a-t-il été étouffé et la lutte arrêtée ? Le Portugal a-t-il décidé de stopper cette révolution ? La gauche, française ou autre, qui avait cru pouvoir assister à Lisbonne à une vraie révolution, ajoute encore Fromentier, elle aurait dû plutôt, en amont, se poser quelques questions primordiales :

- « Suffit-il qu’une avant-garde ouvrière s’affirme prête à construire le socialisme pour créer une révolution ? » (Fromentier 1975 : 243)

- « Peut-on choisir de marcher au socialisme sans l’accord d’une majorité décisive ? » (*ibidem* : 243)

Grande déception, donc, pour l’extrême-gauche de toute l’Europe, surtout après le 25 novembre et l’arrêt, sinon même le recul, du processus révolutionnaire au Portugal (cf. Léonard 2023 : 102). Pour les révolutionnaires modérés, le 25 novembre a même eu le mérite de récupérer, dans sa pureté originale, l’idéal du 25 avril, pour qu’une démocratie modérée ne déraille pas vers l’extrême-gauche. Avec le 25 novembre, l’idéal de la gauche fut abandonné. Ce qui nous permet de comprendre enfin l’affirmation du général Eanes pour qui, dorénavant « celui qui sépare les deux dates (le 25 avril 1974 et le 25 novembre 1975) commet une erreur historique ». ²⁹

Il est vrai que, en 1975, Lisbonne fourmillait de ces nouveaux touristes habillés « à la guevariste » ou d’autres étrangers qui, le poing levé, se promenaient entre Rossio et Bairro Alto, vociférant des chants en anglais ou en danois, comme si Lisbonne était devenue le nouveau paradis de la gauche libertaire, ou de la liberté tout simplement. Mais ceux qui ont rêvé un jour de venir au Portugal pour découvrir une utopie juste à deux heures d’avion de chez eux, en sont peut-être partis déçus et pensifs, car la démocratie ne se construit jamais du jour au lendemain ici non plus. Et pour que la liberté habite un peuple capable de former une majorité, il faut d’abord la nourrir, avant de pouvoir en jouir véritablement (cf. Frémontier 1976 : 243).

Un changement si profond, si immédiat, et surtout presque sans transition, pourrait donner lieu à des moments de grande instabilité, voire de quasi-anarchie. Au Portugal, il paraît que le peuple a hésité. Par ailleurs, dans le pays, il y avait encore des forces conservatrices capables de dominer les opinions pour l’empêcher, ayant opté pour le maintien d’un certain ordre, bien qu’aux relents de passé et sentant l’Eglise,

sûrement – surtout dans le nord –, laissant souvent émerger une idée de reculs dans la marche vers le socialisme, qui n'est plus inscrit dans la Constitution portugaise.³⁰

Une révolution commencée par les militaires, comme une première sonnette d'alarme, que le peuple a suivie, qui a bien commencé par des moyens classiques, mais une révolution modérée, en rupture avec la dictature fasciste, mais sans guerre civile, avec un « pacte d'oubli » et non d'épuration par rapport au passé, ou presque, les peines n'ayant pas dépassé les six mois de prison, avec beaucoup d'absents évadés et simplement restés à l'étranger quelques années. Une révolution vite arrêtée, ou presque, les idées de gauche n'ayant pas eu suffisamment de soutien.

Une révolution unique, en effet, dans laquelle les militaires étaient, dès le début de leur action,³¹ porteurs d'un projet démocratique. En s'emparant du pouvoir, ils ont renversé une dictature sans instaurer un régime autoritaire militaire, et ont réussi à mettre en place un gouvernement civil après des élections libres. Ni dictature de gauche, ni démocratie libérale : sans utopie ni extrémismes, une démocratie par le peuple et pour le peuple, une démocratie représentative « à la portugaise, qui ne devra rien à personne ».³²

Notes

* João Domingues est professeur à l'université de Coimbra et docteur en Culture française. Auteur d'une thèse intitulée *Le dialogue des morts ; de d'Ablancourt à Voltaire* (2004), il a aussi publié de nombreux articles et chapitres de livres tels que : « Henry Bauchau, une réécriture à l'épreuve de la mondialisation. Enjeux d'une interprétation "différentielle" », in Coutinho, A.P., et al. dir. 2017. *Résistances du local et apories du global. La Littérature française et francophone à l'épreuve de la mondialisation*, éd. Le Manuscrit, Paris ; « Trahir les métaphores pour (ne pas) les traduire. Entre théorie et bon sens », in E. Fisbach et al. ed. 2019. *Traduire d'une culture à l'autre* ; « Antigone ou le don de soi », in M. J. Cabral et J. D. Almeida éd. 2021. *Poétiques et pratiques du Don* ; « Annie Ernaux : décrire l'espace pour asseoir une mémoire », in M. J. Cabral et al. ed. 2023. *Mutations et identité(s) dans la littérature contemporaine en français (d'après Annie Ernaux)*. Il est traducteur et réviseur de traductions comme *Diálogos intertextuais e interculturais* (2014), de Hute Heidmann, ou *O futuro de uma Revolta* (2017) et *Estrangeiros a nós mesmos* (2017), de Julia Kristeva.

- ¹ Salvador Guillermo Allende, démocrate et ancien fondateur du parti socialiste chilien, président du Chili entre 1970 et 1973, a été renversé en 1973 par un coup d'État mené par son chef des Forces Armées, le général Auguste Pinochet, qui a ensuite mis en place un gouvernement dictatorial.
- ² In *Réalités*, n°356, septembre 1975. BNF, Philosophie, Histoire, Sciences de l'homme, FOL-R-746. Il s'agit, évidemment, d'un pastiche d'Eugène Delacroix, « La Liberté guidant le peuple », signé Peter Glay, « Le MFA guidant le peuple portugais ». Image conservée sous forme de photographie aux Archives du Centre d'Études 25 avril, à Coimbra.
- ³ Nous avons traduit le texte original que voici :
- O meu 25 de Abril começou muito antes do próprio 25 de Abril. Começou quando o meu marido e outros jovens militares sonhavam com um País livre, democrático, sem prisões por razões ideológicas, com políticos com integridade e ética, com pessoas sem fome, com escolas onde todos pudessem aprender a ser mulheres e homens participativos sem medo de falar, com uma justiça que não fosse manipulada pelos servos do regime, com cidadãos prontos a combater por um ideal de Pátria onde a liberdade, a justiça e a paz fossem uma verdade vivida por todos, sem medos.
- A luta por estes ideais era discutida na clandestinidade, num local previamente combinado. Sem medo. Com o idealismo próprio dos jovens que sabem que as utopias são apenas o que ainda não se realizou. [...]. (Manuela Ramalho Eanes, in *Diário de Notícias*, le 30 juin 2024. Édition online du DN, consulté le 30-06-2024).
- ⁴ *La Presse* est un journal quotidien québécois fondé en 1884 à Montréal. Depuis, il traite de l'actualité internationale ainsi que de la vie politique, économique et culturelle.
- ⁵ Guy Cormier, « Les événements de Lisbonne », in *La Presse* (Québec, Canada), le 27 avril 1974, p. A4.
- ⁶ André Pautard est grand reporter à l'Express de 1970 à 1979. Il devient par la suite conseiller de la direction puis rédacteur en chef du journal. André Pautard n'est pas, évidemment, un homme de gauche, l'Express étant un magazine d'obédience libérale, d'actualité hebdomadaire, depuis 1953, date de sa création par Jean-Jacques Servan-Schreiber et Françoise Giroud. Dès son premier numéro, l'Express se présente comme un magazine ouvertement hostile à la politique française du général de Gaulle, en particulier en dénonçant résolument les opérations militaires françaises en Algérie.
- ⁷ André Pautard, « L'explosion portugaise », in *L'Express* (France), du 6 au 12 mai 1974, p. 60.
- ⁸ Junta de Salvação Nacional (JSN). La Junte était un groupe de militaires désignés pour soutenir le gouvernement de l'État portugais le 25 avril 1974, après le coup d'État qui a renversé la dictature (le Estado Novo), entre le 25 avril et le 15 mai 1974. Présentée aux premières heures du 26 avril, la Junta de Salvação Nacional a déposé le précédent pouvoir politique et démantelé la police politique de l'Ancien régime (PIDE) ainsi que la Légion Portugaise (la LP était une organisation nationale qui avait pour mission de favoriser la résistance morale de la nation et de coopérer à sa défense). La Junte sera remplacée, en 1975, par le Conseil de la Révolution, à la suite du 11 mars.
- ⁹ Alfredo Margarido, « Le Portugal entre la continuité et la révolution », in revue *Esprit* (France), septembre 1974, pp. 128 et 134. Alfredo Margarido a vécu et travaillé dans les ex-colonies portugaises ; puis journaliste, universitaire, homme de gauche ayant vécu et enseigné à Paris où il s'était installé depuis 1964 - il avait déjà collaboré dans la revue portugaise d'avant-garde *KWY*, éditée à Paris entre 1958 et 1964, par René Bertholo e Lourdes Castro -, il est mort à Lisbonne en 2010.

¹⁰ Le journal quotidien *L'Humanité*, proche du socialisme depuis sa fondation en 1904, devient l'organe officiel du parti communiste français, à l'issue du congrès de Tours en 1920 et jusqu'en 1994.

¹¹ Dans son article, Rodrigues mentionne quelques-unes de ces erreurs d'interprétation, par exemple : [...] le général Spínola apparaît comme le dirigeant du coup d'état : Le Monde parle de « l'organisateur du soulèvement du 25 avril » (Le Monde, 27-04-1974 : 10), et Le Figaro l'appelle « le héros lucide » (Le Figaro, 26-04-1974 : 10). En fait, on lui attribue des pouvoirs qu'il n'a pas eus et qu'il n'a pas. Ainsi, Le Monde du 4 mai titre : « Les membres de la junte choisis par le général Spínola », alors qu'ils ont été choisis par les jeunes officiers du MFA, tels Otelo de Carvalho et Melo Antunes, organisateurs du soulèvement. (*Art. cit.* : 46)

¹² *Le Monde*, 31 mai 1975 : 6, in *art. cit.* : 47.

¹³ *Le Figaro*, 23 juin 1975 : 1 et 5, in *art. cit.* : 48.

¹⁴ *Le Figaro*, 23 juin 1975, pp.1 et 5, in *art. cit.* : 48.

¹⁵ Lors de la réunion du 13 août 1975.

¹⁶ Cit. par Rodrigues, in *art. cit.* : 50.

¹⁷ *Le Nouvel Observateur*, 11 août 1975 : 17, in *art. cit.* : 50.

¹⁸ Dans *Le Figaro* du 28 novembre 1975 : 5, in *art. cit.* : 51.

¹⁹ Melo Antunes l'avait, d'ailleurs, ben explicité lorsqu'il a affirmé que

ce qui se passe ici ne ressemble à rien d'autre [...]. Il ne faut pas comparer pour comparer. Il y a une spécificité portugaise. [...] nous espérons vraiment construire un modèle de société original, un socialisme à la portugaise, qui ne devra rien à personne. (*Le Monde*, 4 février 1975 : 2, in *art. cit.* : 51)

²⁰ Salvador Guillermo Allende, démocrate et ancien fondateur du parti socialiste chilien, président du Chili entre 1970 et 1973, a été renversé en 1973 par un coup d'État mené par son chef des Forces Armées, le général Augusto Pinochet, qui a ensuite mis en place un gouvernement dictatorial.

²¹ L'expression appartient à la chanson « Portugal » de l'album Moustaki (1974), qui est consacré à la « Révolution des Œillets » du 25 avril 1974 au Portugal. Il assume le rôle paradigmatique de l'espoir car ceux qui ne croient pas au changement des régimes despotiques auraient maintenant une raison de se réjouir puisque « l'œillet rouge a fleuri au Portugal ».

²² Le documentaire *Viva Portugal* a été enregistré entre mai 1974 et mai 1975 en guise de chronique d'une année de révolution au Portugal. Ce film, de Christiane Gerhards, Malte Rauch et Samuel Schirmbeck, a les commentaires de Serge July.

²³ “saneamentos”, en portugais.

²⁴ “emparcelamento”, en portugais.

²⁵ Cet ‘emparcelamento’ (pt) fut lancé au Portugal pour contrer justement le parcellement excessif (pt. minifúndio), caractéristique de l'agriculture de subsistance dans tout le nord du pays.

²⁶ L'ensemble du complexe industriel de Cachão appartenait initialement à Agro-Industrial do Nordeste (AIN). Aujourd'hui, certains des lots qui le composent ont déjà été vendus ou loués à d'autres entreprises qui se sont installées dans le Complexe. Cette copropriété d'affaires est gérée par Agro-Industrial do Nordeste, qui assume également le rôle de prestataire de services, mettant à la disposition des entreprises situées dans ce Complexe tout un ensemble de services d'intérêt reconnu pour les entreprises qui y sont implantées.

²⁷ Au Portugal, le Processus Révolutionnaire En Cours (PREC) désigne, au sens large, la période d'activités révolutionnaires qui ont eu lieu pendant la Révolution des Œillets, commencée avec le coup d'État militaire du 25 avril 1974 et conclue par l'approbation de la Constitution portugaise en avril 1976. Cependant, l'expression est souvent utilisée pour faire allusion à la période critique de 'l'été chaud' de 1975, qui culmine avec la crise du 25 novembre 1975.

²⁸ Jean-Paul Sartre a séjourné au Portugal du 23 mars au 16 avril 1975, entre le coup d'État du 11 mars (mené par le Général António de Spínola) et les élections constituintes d'avril, accompagné d'un petit groupe comprenant Simone de Beauvoir, Pierre Victor et Serge July. Bien que presque aveugle, Sartre a voulu 'voir' et écouter 'en direct' la révolution portugaise. D'après lui, les voix de la révolution étaient un peu confuses, car la presse portugaise n'a pas publié d'études détaillées sur la réalité sociale du pays ni sur les événements en cours. Il souhaite obtenir des explications sur les 'entreprises autogérées' et les 'maisons occupées', ainsi que sur les événements du 11 mars. Quant à l'arrestation des militants du MRPP, il l'a considérée comme 'une erreur grossière', mais il ne s'étend pas sur le caractère prétendument contre-révolutionnaire du Processus Révolutionnaire En Cours (PREC). Pour Sartre, la physionomie finale du socialisme n'est pas l'autogestion ; et pourtant, dans le cas portugais, il reconnaissait la place de l'autogestion dans le processus de lutte pour le socialisme, dans une société où, malgré quelques nationalisations, c'est encore la propriété privée capitaliste qui continue à dominer. L'autogestion était donc vue comme une contribution spécifique du prolétariat industriel à ce processus. Cette contribution l'intéressait plus que celles de nature essentiellement institutionnelle, car elle constituait un ensemble d'expériences nouvelles pour les hommes qui peuvent alors s'organiser sur cette nouvelle base. Quant au devoir des intellectuels d'élaborer et de diffuser de nouvelles idées sur la société, Sartre en a parlé à l'université de Porto, où il rencontra des personnalités culturelles de premier plan comme José Augusto Seabra, Óscar Lopes et Urbano Tavares Rodrigues. Mais les étudiants qu'il a rencontrés l'ont déçu par leur manque de réaction aux questions qu'il leur a posées sur ce qu'ils attendaient de cette révolution. Il a eu l'impression qu'ils subissaient la révolution plus qu'ils ne la faisaient.

²⁹ « Quem separar as duas datas, comete um erro histórico » (Ramalho Eanes au journal télévisé de 20 heures, sur la troisième chaîne, le 24 novembre 2024).

³⁰ En effet, contrairement à la version originale de notre Constitution qui, dès son article premier, déclarait l'engagement du Portugal à construire une société sans classes et dès son article deux engageait l'État à assurer la transition vers le socialisme, notre Constitution actuelle ne contient aucune référence au socialisme. C'est dans le préambule, qu'on n'a pas changé depuis 1976, qu'il y a encore la référence à la décision du peuple portugais d'ouvrir la voie à une société socialiste. Mais ces mots n'ont aucune pertinence juridique.

³¹ Le général António de Spínola, en représentation de la Junte du Salut National (JSN), a déclaré le 26 avril à la radio leur compromis de réaliser des élections libres et démocratiques, ainsi que le respect pour la liberté d'expression et les droits de l'homme.

³² Dans le site *Perspectives monde*, très lu au Canada, sur le 25 avril 1974, on nous donne un résumé des faits étonnement véridique :

Un soulèvement orchestré par des militaires mène au renversement du gouvernement que dirige le premier ministre Marcello Caetano depuis 1970. Un an plus tard, jour pour jour, le Portugal tiendra ses premières élections depuis les années 20.

Et on y ajoute, en guise de contextualisation :

Les conflits coloniaux en Afrique et une volonté de démocratisation du régime sont au cœur de la contestation qui secoue le Portugal au cours des années 70. Le 25 avril 1974, des militaires réformistes, le Mouvement des forces armées (MFA), élaborent un coup d'État qui entraîne le renversement du gouvernement dirigé par le premier ministre Marcello Caetano. Cette révolution « des Œillets », qui se fait sans effusion de sang, permet à Antonio de Spínola, un général limogé quelques mois auparavant, de prendre le pouvoir. Le général Costa Gomes lui succédera quelques mois plus tard et un Conseil de la révolution sera formé. Au cours de ces années, le Portugal est témoin de plusieurs réformes - liberté d'association, abolition de la censure, nationalisations, etc., dont la tenue d'élections, les premières depuis un demi-siècle, qui ont lieu le 25 avril 1975. Elles sont dominées par les socialistes et le Parti démocratique qui raflent 195 des 247 sièges en jeu. Des négociations mèneront également à l'indépendance des colonies africaines portugaises - le Mozambique, l'Angola, etc. (texte rédigé par l'équipe de Perspective monde)

Bibliographie

Bibliothèque du Centro de Estudos 25 de Abril, de Coimbra (journaux et communiqués de presse, particulièrement ceux de l'agence France-Presse - envoyés en France ou arrivés de là-bas - entre le 25 avril et le premier mai 1974).

(O) *Comércio do Porto*, éditions du 03 et du 05 avril 1975.

Frémontier, Jacques (1976), *Les Points sur les i.*, Paris, Éditions Sociales.

-- (1976), *Portugal. Os pontos nos ii.*, traduction de José Saramago, Lisboa, Moraes editores, coleção Temas e Problemas.

Léonard, Yves (2024), *Breve História do 25 de abril*, Lisboa, Edições 70.

Pita, António Pedro (2006), « Há razões para nos revoltarmos ». Entrevistas a Jean-Paul Sartre, com recurso aos arquivos da RTP.

Rodrigues, Gilles (2007), « La Révolution des œillets au Portugal vue par la presse française ». In *Revue de la Bibliothèque nationale de France*, n° 25, 2007 : 45-52.

Volodine, Antoine (1990), *Lisbonne. Dernière marge*, Paris, Les éditions de Minuit.

-- (1991), *Alto Solo*, Paris, Les éditions de Minuit.

-- (1994), *Le nom des singes*, Paris, Les éditions de Minuit.